

Cinquante-troisième Année. — N° 146
VENDREDI 10 SEPTEMBRE 1948
REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145 Quai de Valmy,
Paris-10^e C.G.P. 5561-76
FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.
Pour changement d'adresse : 15 francs
et la dernière bande
Le numéro : 10 francs

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

La Responsabilité ouvrière

Le marasme dans lequel se trouve la classe ouvrière est dû à des causes diverses: conditions sociales, politiques, morales dans lesquelles nous vivons depuis 1939; passivité à laquelle la guerre et l'occupation ont condamné la population; puis l'espèce d'union sacrée que l'on a faite contre l'occupant, en n'ayant plus, comme pensée fixe et sentiment commun, que la haine du « Boche », faisant disparaître dans les cerveaux et dans les coeurs les sentiments de classe et le sens révolutionnaire; enfin, l'influence des politiciens de « gauche » et des leaders syndicalistes, qui se sont appliqués depuis longtemps à domestiquer les consciences, à endormir les volontés, à remplacer l'élan de l'action par l'obéissance passive à leurs consignes.

Nous savons tout cela, et nous en tenons compte. Mais nous savons aussi que ce n'est pas en continuant sur ce chemin que l'on pourra réagir efficacement contre la situation dans laquelle nous nous trouvons. Nous savons que si la classe ouvrière, si les travailleurs salariés en général ne s'arrachent pas à l'emprise des politiciens et des leaders réformistes, s'ils ne se décident pas à agir, en accord avec ceux qui, payant de leur personne, leur montrent le chemin de l'action directe, nous ne ferons que nous enliser davantage et nous serons mûrs pour toutes les dictatures.

C'est un fait généralement admis que l'agriculture et l'industrie ont augmenté leur production, mais que le peuple ne bénéficie pas de cette augmentation dans les proportions possibles. C'est aussi un fait connu que le développement de cette double production est freiné par le système capitaliste qui, manquant de ressources, financières ou autres, est condamné à l'impuissance. C'est un fait connu que la spéculation est inhérente au régime de la propriété privée, du commerce privé, de l'existence de la bourgeoisie et du capitalisme, de la prééminence des intérêts privés sur l'intérêt général.

Que fait contre cela la classe ouvrière? Elle geint, se plaint, elle proteste à voix basse, mais attend toujours que les responsables de cette situation, les politiciens de tous les partis, les leaders réformistes du syndicalisme, ceux-là mêmes qu'elle critique et méprise, redressent une situation qui ne peut être redressée par les moyens ordinaires.

L'habitude prise de charger les autres de faire ce que nous devons faire nous-mêmes conduit à ces résultats. La démonstration est faite que ce ne sont pas les gouvernements qui peuvent apporter le remède. Nous avons eu de Gaulle au pouvoir, Thorez, Blum, les chrétiens-démocrates, les radicaux. Tous ont entonné l'hymne à la production, mais ont été incapables d'assurer les matières premières et les moyens techniques nécessaires. Il leur a donc fallu demander aux travailleurs un surcroit

(Suite page 2.)

LA C. G. A. SE DEMASQUE

La Confédération Générale de l'Agriculture et son leader Philippe Lamour, sont actuellement sur la sellette. Un hebdomadaire titré sur quatre colonnes : IL FAUT METTRE P. LAMOUR HORS D'ETAT DE NUIRE. La presse quotidienne de toutes nuances n'a pas manqué de souligner le caractère étroitement corporatif de cette organisation qui se veut syndicale et de signaler le flirt de circonstance qui l'a rapprochée dans ces dernières semaines de la C.G.T. communiste.

Que la C.G.T. Force Ouvrière ait à son tour, et d'une manière plus énergique, pris position contre la C.G.A. et son chantage à l'augmentation des prix agricoles, il n'y aurait là rien d'extraordinaire, si cette attaque virulente n'avait été conduite par le leader de la gauche F.O. le secrétaire confédéral Lafond.

Nous avions, il y a plus d'un an, souligné dans ce journal l'action néfaste de la C.G.A., nous en avions dénoncé le caractère de classe bourgeois, mieux même, réactionnaire ; nous avions mis en garde nos lecteurs contre ce pré-

AU FIL DES JOURS

ON PREND LES MEMES...

Le professeur Edward Winter qui avait été nommé par Hitler professeur d'histoire de l'Europe orientale à l'Université de Vienne, vient d'être nommé recteur de l'Université de Halle en zone soviétique...

ET ON RECOMMENCE !

Le journal communiste « Der Abend » de Vienne, annonce que le lieutenant-colonel de S.S. Otto Skorzeny est maintenant moniteur d'aviation aux U.S.A. C'est lui qui procéda à l'enlèvement spectaculaire de Mussolini en 1943. Il fut accusé de crimes de guerre et d'équit...

On avait besoin de lui...!

(Suite page 2.)

En fait, cette organisation, par son comportement actuel, ajoute aux désillusions nombreuses qu'ont subies les minoritaires de Force Ouvrière depuis l'année dernière et, comme pour le redressement de la C.G.T.-F.O., comme pour la « politique de baisse des prix », il nous serait facile de dire aux camarades syndicalistes révolutionnaires qui militent dans la Centrale révolutionnaire et son alliance avec la C.G.T. communiste, pour habile qu'elle soit, la situe dans son véritable cadre : une association d'affaires jouant le jeu de bascule et décidé à tout pour augmenter les profits déjà copieux de la moyenne et de la grosse paysannerie.

Syndicalisme agricole, nous disions autrefois les amis de Lafond. Allons donc ! Cartel d'intérêts d'une caste qu'il faudra faire disparaître, d'une caste que l'on ne fera disparaître que par les socialisations agricoles.

MONTLUC.

L'AUMONE DES 2.500 FRS : Une bouffonnerie cynique

LA CRISE PERMANENTE

Le blocage des prix et des salaires a été établi à l'origine pour limiter la consommation aux seuls bénéficiaires du système, et pour rationner l'immense majorité. L'intention était d'éviter une hausse rapide, due à la rareté des marchandises et à l'abondance des signes monétaires.

Et nous assistâmes de ce fait à la plus criminale des injustices qui fut acharnement défendue par les communistes et, en particulier, par Crozat, alors associés aux réactionnaires de tous poils.

Nul, en effet, n'ignore que, s'il est extrêmement facile de bloquer les sa-

laires, si tous les commerçants, tous les industriels se font, immédiatement les alliés fervents du gouvernement en ce qui concerne cette mesure, le blocage des prix présente des impossibilités quasi-insurmontables. Car, ces mêmes commerçants et industriels s'y opposent de toutes leurs forces, et crient au dirigeisme !

Le résultat, nous le connaissons !

« Civilisation » française en Indochine



LE TERRAIN DÉCISIF

On se souvient sans doute, au moment où l'on cuisina péniblement notre débile « Constitution », de l'antagonisme qui mit aux prises « l'extrême-gauche », surtout communiste, et la droite, sur la question de la seconde Assemblée. Au milieu de « consultations populaires » qui faisaient plutôt songer aux jeux du cirque, les hommes de la Renaissance Française, pâles imitateurs des Sans-Culottes, prétendirent ressusciter une Convention, assemblée unique : l'Assemblée nationale. Ils voulaient naturellement y trouver leur intérêt : plus les élections étaient simples, plus ils pouvaient bénéficier des effets de leur démagogie sur le peuple.

« L'hydre réactionnaire », toujours perfide, parvint à les obliger à accepter un Conseil de la République. Il est vrai que ses droits étaient minimes : obliger l'Assemblée nationale à procéder à une seconde lecture des lois, ce qui n'apportait qu'un petit retard à l'exécution des deesses véritables de cette même Assemblée. Aussi les conseillers de la République furent ouvertement considérés par leurs collègues comme des pauvres types, et traités comme

Mais la faiblesse du Conseil fit sa force. Son obscurité, sa gratuité — son inutilité — lui permirent d'échapper aux séances de catch, de judo et de hurlement savoureux qui marquent en France les lieux où se traitent les décisions d'importance nationale. Car la confusion des intérêts est telle, dans ce pays en ruine, que toute décision prise l'est forcément contre quelque membre de l'Assemblée, contrairement aux pays plus civilisés où elle ne l'est que contre la majorité de la population...

Dès lors, les gens qui ont intérêt

à sortir de la crise par les voies authentiques de la France éternelle — je veux dire par le maintien de l'exploitation démocratique-capitaliste — tentèrent de mettre un frein aux zizanies paralyssantes de l'Assemblée, en particulier au sa-

botage communiste de la vie parlementaire, en redorant le blason des obscurs conseillers de la République. Reynaud, Marie, sollicitèrent à plusieurs reprises leur opinion en lui donnant un

(Suite page 2.)

Une histoire de fous

— Mais non, ai-je répondu à mon coïfleur, lecteur assidu de l'Aurore. La liberté du commerce ne résoud rien !

— Et pourquoi ?

— Parce que vous additionnez en fin d'exercice des francs qui ont chacun une valeur différente.

— Comprends pas ! ...

— Vous allez comprendre. Et c'est absolument comme si vous vouliez additionner des rassoirs, des balaureaux, des dentousses et des rats de cave !

— ... De moins en moins ! ...

— Suivez-moi !

— J'essaye ! J'essaye !

— Supposez qu'au lieu de francs nous devons de vous payer en litres de vin.

Par exemple : une coupe de cheveux : un litre de vin. Vous y êtes ?

— J'y suis !

— Supposons encore que l'Etat ait le monopole et du vin et des litres. Au début de l'année il décide que le litre restera toujours le litre mais ne contiendra plus que 90 centilitres. Trois mois après 75 cl, puis 60, puis 30. Comment feriez-vous pour établir vos comptes ? Je compterai par centilitres, par litre !

— Très bien. Et si votre voisin s'obsnait à compter par litre, que penserez-vous de lui ?

— Qu'il est fou à lier.

— Alors, mon cher monsieur, vous êtes également et nous le sommes tous !

???

— Car le franc c'est le litre et le vin, c'est l'or. Chaque franc contient une certaine quantité d'or. Mais cette quantité diminue sans arrêt, il s'ensuit que le franc d'aujourd'hui a six mois avant d'avantage de valeur que celui d'aujourd'hui ! Il ne peut donc plus être question d'unité monétaire !

— C'est tout de même vrai ! Mais alors, toute les élucubrations financières ne sont...

— Que des histoires de fous élevées à la hauteur de sciences exactes !

— Et tout ce que racontent les journaux...

— Les commentaires de ces « sciences exactes » !

— Mais alors ?

— Mais alors il n'y a qu'à lire régulièrement le Libertaire pour apprendre tout ce que le peuple ne doit pas savoir.

— Parce que si le peuple savait !

Venez, cher monsieur ; bien que vous soyiez anarchiste et moi petit bourgeois, je tiens à vous offrir un aperitif ! C'est bien la première fois qu'un journaliste nous apporte la vérité ! Et ça s'arrête !

— N'êtes faites rien ! Mais prenez les 100 francs que vous voulez déboursé en pure perte en envoyez-les à la souscription du Libertaire !

Vous aurez ainsi aidé ceux qui luttent pour la vérité, et ménagé un capital irremplaçable : votre santé.

Car il n'y a plus moyen de s'en sortir ; toutes les mesures, toutes les manipulations monétaires auxquelles les gouvernements vont se livrer, auront toutes le même résultat ! Apaisement provisoire de plus en plus courte durée, suivi d'une chute de plus en plus rapide.

Les 2.500 francs que l'on vient d'octroyer aux travailleurs sont une misérable bouffonnerie qui, non seulement, ne leur apporte aucun soulagement, mais risque encore d'aggraver la situation !

On s'en est si bien rendu compte en « haut lieu » que l'on n'hésite pas à prendre comme « prix-pilote » le prix de viande afin de déterminer d'autres éventuelles augmentations !

Cette « échelle mobile » nouveau genre basé sur le beefsteak en dit long sur le marasme actuel et aussi sur le désespoir du gouvernement qui vient



de décéder après quelques jours d'une vie factice.

En effet, la viande est le produit le plus cher. Il représente le sommet de la courbe. Logiquement, et c'est ce qui va arriver, les autres produits alimentaires vont chercher à s'aligner sur lui. La filette est un peu grosse !

(Suite page 4.)

Carnaval du monde

ELECTIONS EN ESPAGNE

FANCO annonce que des élections municipales auront lieu prochainement en Espagne. Nous ne savons s'il s'agit d'un plébiscite indirect organisé à la suite de son entrée avec don Juan, le prétendant au trône. Nous ignorons s'il veut se retirer après fortune faite, ou donner une apparence d'adhésion populaire à sa dictature sanglante. C'est à la suite d'élections municipales qu'Alphonse XIII, devant la déroute des partis monarchistes, abdiqua.

Nous pouvons donc prévoir que celles qui sont annoncées seront plus ou moins sincères selon les plans de ce gredin. S'il veut rester, la garde civile et la finance du régime assureront son soutien. Et les falsifications se chargeront

du reste. S'il veut partir, ou simplement se mettre à l'arrière-plan, il y aura une certaine liberté.

Juste assez pour prendre un air magnanime et avoir l'air de s'en aller par une condescendance.

LIBERATION DES PEUPLES

Dans la lutte entre la Russie et les Etats-Unis, la Grèce, on le sait, est un des pions de l'échiquier stratégique international. Les deux pays se disputent donc depuis longtemps l'emprise sur la presqu'île et les îles qui commandent le chemin de l'Orient d'un côté, de l'Occident de l'autre.

Mais suivant les bonnes traditions de la diplomatie, chaque impérialisme, le libéral et le « prolétarien », cache son jeu. C'est pour « aider » la Grèce que celui qui a triomphé s'est établi dans le pays.

Et récemment Tsaldaris, le chef du gouvernement d'Athènes, a déclaré qu'il ne pouvait augmenter les traitements des fonctionnaires d'Etat parce que les autorités occupantes s'y sont opposées. Mais auparavant elles avaient accepté. Tsaldaris a donc d'abord annoncé la bonne nouvelle. Puis, pantin obéissant, il l'a aussitôt rectifiée.

On le voit, les troupes américaines n'ont pas été en Grèce seulement pour l'aider, mais pour assurer sa liberté, son indépendance, et prouver comment leur état-major entend la rôle des peuples à disposer d'eux-mêmes !

LE CONGRES BELICO-PACIFIQUE

Wroclaw, en Pologne, vient d'avoir lieu un Congrès d'intellectuels pacifistes. C'est ainsi, du moins, qu'on l'a appelé. Les organisateurs étaient appartenus au parti communiste. Il s'est déroulé au régime de Staline. Il ne fallait donc pas être grand clerc pour savoir l'avancée de certains écrivains, avocats, artistes, déjà acquis à la cause russe, et la naïveté de ceux qui n'étaient pas acquis pour en faire une arme contre les U.S.A., et mobiliser pour la guerre tout ce qu'on pourrait du monde intellectuel.

Ce Congrès de la paix avait pour but de préparer la révolution. Aldous Huxley a dit, en revenant, combien il en était désenchanté. Mais aussi, qu'il allait faire dans cette galère ! Comment croire qu'un gouvernement qui s'est emparé de la moitié de l'Europe et dont la soif d'impérialisme est universelle comme, pouvait organiser un Congrès pacifique ?

Si les agents de Truman en organisaient un à leur tour, nous proposons Aldous Huxley comme président.

ERRATUM

Un regrettable oubli a fausse le sens de notre manchette de la semaine dernière. L'indicateur du prix : 25, concernait seulement celui de la viande.

CULTURE ET RÉVOLUTION

L'ETATISME

Tous les théoriciens anarchistes, Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta, Elieze Reclus, etc., ont, tant en analysant l'histoire que dans les théoriques socialistes, contre les communautés autoritaires. Louis Blanc, Pierre Leroux, Marx, Engels et leurs continuateurs — soutenus que l'Etat était par nature impérialiste, non seulement au point de vue politique, sinon également au point de vue économique; qu'il ne tendait pas seulement à étendre sur la liberté des citoyens et sur l'indépendance politique des Etats voisins, mais sur la richesse des particuliers et des collectivités; que les budgets d'Etat absorbent, pour nourrir une classe toujours croissante, une classe qui, grandissant de la richesse sociale, qui, dans l'histoire, l'Etat avait pille les seigneurs féodaux pour s'enrichir de leurs dépoëles, les paysans pour s'enrichir de leurs terres, les communes pour s'enrichir de leurs champs, de leurs prés, de leurs bois, et les Etats voisins pour s'enrichir de leurs biens.

Ce qui nous a fait nous dresser contre l'interprétation unilatérale de Marx et d'Engels a été, précisément, leur affirmation soi-disant « scientifique », mais qui ne voyait qu'un côté de la réalité — et que laquelle l'Etat n'était qu'un instrument de classe, que sa politique était la continuation fatale des rapports entre les classes. L'écrivain théoricien espagnol, notre camarade García Pradas, publié en ce moment (« L'Etat est une classe », et que cela reste dans la plus pure interprétation anarchiste qui a pénétré la complexité et la réalité des faits bien plus avant que le marxisme).

L'économie d'Etat n'est donc pas seulement le résultat de la décomposition du capitalisme, mais aussi de la décomposition de l'Etat. L'interprétation économique de l'Etat et de ses adorateurs. Quelle que soit la situation au pays, les rapports des classes, le développement ou l'écoulement de la situation politique nationale ou internationale, les étatistes seront toujours partisans de l'Etat, par les partisans de l'étatisme. Ces messieurs savent très bien qu'ils seraient les maîtres et les grands bénéficiaires de la nouvelle situation, si Staline triomphait.

Les étatistes ne résolvent pas le problème de l'Etat. L'interprétation économique de l'Etat, par conception personnelle, par soi-disant « science », et que cela reste dans le buts révolutionnaires par l'Etat.

Il y aura toujours des hommes qui, par esprit autoritaire, par volonté et domination, par conception personnelle, par soi-disant « science », et que cela reste dans les batailles catholiques après la réforme religieuse, chercheront à dominer, grâce à l'Etat, l'économie et toutes les manifestations, toutes les ressources de la vie économique.

Si aujourd'hui les travailleurs ne font pas la révolution, c'est en grande partie à cause de l'Etat, par le socialisme et le communisme, par le marxisme réformiste et révolutionnaire ou semi-révolutionnaire qui depuis 1872, a châtré la classe ouvrière de la société, se ferait au moyen de l'Etat, le Parti, l'Etat, ou par la révolution étatiste. Et si cette tactique parlementaire a eu tant de succès, c'est parce que les légions de conseillers municipaux, de préfets, de sous-préfets, de députés de ministres, de commissaires de bureaux, de directeurs de sous-secrétariats, d'Etat, d'employés et de techniciens de toutes sortes qui sont sortis du socialisme réformiste et du communisme ont constitué une classe intelligente et habile, qui, défendant ses positions nouvelles, a, grâce à sa force, à l'unanimité, la preuve de la tribune, et son influence dans les Congrès, dévité systématiquement le prolétariat de la lutte de classe et de la lutte tout court.

Ce sont les partisans de l'Etat, idéologues et profiteurs qui sont en grande partie responsables de la situation de nos constatactions. Les nationalisations ne sont donc pas, au premier chef, la conséquence de l'incapacité ouvrière, mais d'une politique tenacement poursuivie depuis trois quarts de siècle par le réformisme politique et syndicaliste. Car l'Etat, Marx et l'autre, le socialisme et les syndicats de la Première Internationale qui ont accepté sa tactique à la conquête du Parti, ne pouvait, si le réformisme marxiste triomphait, qu'en arriver là.

Il en a été de même du mouvement apolitique. En réalité, c'est avant tout la volonté des ministres de faire échouer l'Etat et le mouvement syndical. L'Etat a été le facteur déterminant de la croissance révolutionnaire du syndicalisme. Par ses ressources, ses moyens d'action, moyen de réalisation qui obéit à ses propres perspectives et les préhendre qu'il offre, l'Etat est, dans la mesure où il est le moyen de réalisation qui obéit à ses propres lois, à sa propre physiologie, mais il est aussi un pôle d'attraction d'une puissance immense. Et par sa masse, et par les forces qu'il attire, il fait naître les circonstances favorables à sa politique, ou modifie en sa faveur celles qui lui sont défavorables.

L'exemple de la révolution russe est probant. Elle n'était pas étatiste. Les soviets, ou « conseils » ouvriers et paysans étaient l'expression de la démocratie sociale et révolutionnaire, de la condition sociale des villes et des villages, la base communale de la réorganisation sociale. Parmi les partis politiques révolutionnaires, le parti bolchevique était le moins nombreux — à

Gaston LEVAL.

Images de la Reconstruction en U.R.S.S.

Conversation à « Jupiter » (faubourg Minier, dans le bassin de Kouznetzak) (note du traducteur).

« Dès que la guerre fut terminée, le gouvernement fixa comme tâche aux administrateurs de l'Etat d'arranger les détails avec l'armée de l'intérieur. Les Kouznesshans ne surt pas, cette fois-ci, aborder en véritables hommes d'Etat cette œuvre d'importance nationale; les crédits gouvernementaux, qui avaient été considérables en 1947, ne furent pas utilisés que partiellement (la moitié en 1947). »

Viennent ensuite une conversation avec des meilleurs mineurs de l'endroit. (N. du

... « Dans une petite cuisine soignement blanche et la chaux, le chef de la famille, le père, fait cuire la soupe pour sa femme; dans la chambre de devant, il nous fait connaître les autres membres de la famille. Toutefois, cette dernière présentation fut symbolique. Il me montre les photos qui étaient fixées au-dessus de la table et alternativement avec les tableaux d'honneur pour tous les bons de mariage. »

— Mais avez-vous parlé à ce sujet avec l'administration de la mine ?

Il y a eu une conversation de ce genre, dit le noble mineur. On m'a promis pour cet été de construire ici même, sur le viel endroit, une maison; d'autant plus que mon lot de la mine n'est pas valable.

— Par contre, la maison n'est pas valable.

— Mais n'avez-vous pas d'autre moyen pour vivre dans une ville ?

— C'est la première fois que j'entends parler de cela, dit-il franchement.

Quant à l'ingénieur en chef, le camarade Erochevitch, il s'inspire de ce principe: nous savons que la maison soit réceptionnée et après, nous importe que l'herbe ne puisse pousser.

Il existe aussi une autre formule: « Ce n'est pas nous qui habiterons ici ». Je n'exagère pas: cette phrase a été prononcée dans l'ardeur d'une discussion avec ses subordonnés par le camarade Ptitsyne, chef des constructions à la mine « Yagounovskaya ».

Et l'administrateur « merveilleux travaille pour la construction de la mine » et comme entrepreneur, il ne constitue pas seulement des mines, mais aussi des habitations pour les mineurs employés dans l'exploitation. A la mine « Yagounovskaya » il a établi une maison pour les mineurs dans ces maisons sont macabres avec du ciment. Tout homme sait que maçonner un fourneau avec du ciment équivaut à mettre dans une fenêtre de la glace au lieu de vitres. Il suffit de faire trois fois de feu dans ce fourneau pour que quelqu'un s'écrase.

— Pourquoi alors le ciment ? Mais il est assez rare, se substitue l'argile ? Mais il est également parce que l'argile n'est pas fournie, sur remise de commandes de l'Etat; il faut l'extraire et l'amener; par contre, le ciment vient tout préparé des usines.

Les hommes qui ont « oublié » de creuser des puits dans le village du nom de Ordjonikidze, ont été dépossédés par l'ordre franchise de Ptitsyne et se sont exercés pas aux oreilles de tous que « ce n'est pas nous qui habiterons ici ! » mais c'est précisément cette « pensée » qu'ils ont été.

— Mais demandez avec étonnement quelle était la raison de faire ces revêtements au ciment ?

Tu n'as qu'à parler toi-même aux bâtiisseurs; ils n'ont qu'à te l'expliquer eux-mêmes...

La journaliste fournit ensuite des données sur la construction.

Et quand l'entreprise va construire le village des mineurs, intégralement les entreprises du Ministère des extracteurs de combustibles (ministre: camarade Mademidko). Comme cela a été indiqué plus haut, il est des constructions de ce ministère qui très considérables dans le Koubass. Donc, sur l'ordre abrégé: Tropstroi. Citoit quelques chiffres pour confirmer: en 1948, pour les mineurs du Koubass, il faut que les administrations de mines construisent 68.000 m² de superficie habitable, tandis que les entreprises privées, par l'ordre du Tropstroi, doivent faire 70.800.

— Mais combien le Tropstroi en a-t-il dans la date du 1^{er} mai de cette année ?

En tout et pour tout 2.700 m².

Ce chiffre rendra plus de valeur encore si nous disons qu'en quatre mois de l'année passée, le Tropstroi a fourni 5.680 m² de superficie habitable. Donc en tant qu'entrepreneur, le Tropstroi n'a pas avancé mais il a été dans les entreprises des organisations, agissant dans le Koubass pour le Ministère de la construction des extractions de combustible non seulement de réaliser pas le plan de construction des habitations, en ce qui concerne les communautés, mais s'efforcer d'arriver à faire accepter par les exploitants des maisons inachevées.

Le camarade ministre Zadennikov sait évidemment que dans le système des entreprises qu'il administre, il y a un trust, le Kemerovocharhstroï. » Dans le programme grandioses de l'édification du Koubass, le Kemerovocharhstroï a été nommé dans une place relativement restreinte. Mais ce trust devrait tout de même fournir pour le premier trimestre de l'année courante, 1.150 m² de surface habitable.

Combien en a-t-il fourni ?

Mais seulement 270 m² et avec cela conditionnellement ». Ni la maison de huit logements, ni celle de quatre logements n'ont été acceptées.

— Le plan de huitement a été accepté.

Unité à la base? Oui, mais pas d'équivoque!

L'AUGMENTATION du coût de la vie, le blocage des salaires, la carence parlementaire, l'attitude équivoque des centrales syndicales, les menaces totalitaires de toutes sortes ont secoué le monde du travail.

Inquiet, il n'a vu à sa portée pour le défendre, qu'un syndicalisme morcelé, en proie à des convulsions internes, dominé par une bureaucratie à la remorque des partis et comme eux pour les mêmes raisons, voulé à l'impuissance.

De son angoisse est jaillie la formule salvatrice : Unité à la base.

Unité à la base pour faire face au patronat.

Unité à la base pour résister aux attaques gouvernementales.

Unité à la base pour suppléer à la carence des oligarchies syndicales.

Unité à la base pour reconstruire le bloc des travailleurs en lutte contre l'oppression sociale.

UNITE À LA BASE ? OUI. MAIS DANS LA CLARTE ET SANS EQUIVOQUE.

Déjà, les éternels fossyeurs du mouvement syndical ont senti le vent.

La C.G.T. reprend en la transformant, en essayant de la vider de sa substance, cette formule. Unité à la base est devenue « unité d'action » sous la direction des bonzes communistes de la C.G.T. On voit réapparaître toutes les vieilles méthodes qui, sous couvert d'unité, ont si longtemps servi à « planter la volaille ».

Les fédérations les plus menacées de Force Ouvrière semblent vouloir se laisser tenter, avec les mines de chat traversant un ruisseau.

Les cadres s'y introduisent afin d'y sauvegarder le principe de la hiérarchie des salaires.

Les chrétiens eux-mêmes, dans de nombreux cas, servent de ciment à ce cartel, ce trust de ploutocrates du syndicalisme, destiné à exploiter cette nouvelle « veine » : le courant d'unité qui secoue actuellement le monde du travail.

Le syndicalisme révolutionnaire, lui aussi, se déclare pour l'unité à la base susceptible de suppléer à l'impuissance des politiciens, qui gèrent les grandes centrales existantes.

MAIS CETTE UNITE, POUR ETRE EFFICACE, DOIT REPRENDRE A UN CERTAIN NOMBRE DE CONDITIONS INDISPENSABLES.

L'unité à la base doit se réaliser à l'échelle du chantier, de l'usine, du bureau directement entre les travailleurs de l'entreprise en dehors des bureaucraties syndicales de toutes les centrales. La liaison indispensable entre ces entreprises doit être réalisée par des délégués élus et non par les bonzes syndicaux responsables de la division des travailleurs.

L'unité à la base doit se réaliser sur des revendications purement syndicales en dehors des formules politiques de manière à conserver la liberté nécessaire à leur défense contre TOUS LES GOUVERNEMENTS quels qu'ils soient.

L'unité à la base doit se réaliser non sur des revendications « minimas », mais sur des revendications essentielles, constructives.

L'unité à la base ne doit pas servir à la PUBLICITÉ des partis, elle ne doit pas permettre le renflouement de politiciens démonétisés.

Les syndicalistes veilleront à ce que

ces conditions nécessaires soient respectées. LEUR FERMETE sera la seule garantie pour la classe ouvrière de ne pas jouer une nouvelle fois UN JEU DE DUPES.

En réalisant partout l'unité à la base, les travailleurs écartent tous les obstacles.

Au-dessus et contre les bureaucraties syndicales.

Au-dessus et contre l'oppression de l'Etat.

Au-dessus et contre la dictature qui pointe.

Il prépareront par L'UNITE A LA BASE, SANS EQUIVOQUE, la voie qui conduit à la libération de l'individu.

JOYEUX.

L'échéance de Septembre

A PRES beaucoup de promesses et de pirogues les gouvernements se trouvent placés en face d'un véritable dilemme. Où ils satisferont une infime partie des désiderats des travailleurs, et alors tout l'éducatif social accueille claque ; où il ne saufifent aucun des espoirs de ceux qui souffrent depuis l'auréole des temps pour maintenir, contre leur gré, les priviléges sociaux et tout le système économique actuels, et alors c'est la dictature sanglante ou la révolution sociale. On comprend dès lors pourquoi nos édiles tergiversent, supputent, s'inquiètent, s'interrogent... et laissent courir.

LIBERTE DES SALAIRES

Face au problème économique-sociologique, la C.G.T. réclame la liberté des salaires après la C.G.T.-F.O. et la C.N.T. — mais « au-dessus des salaires garantis par le minimum vital et par les coefficients hiérarchiques ». Ce qui est parfaitement juste et injuste à la fois. Partageant juste lorsqu'il y a revendication de liberté des salaires après admission d'un minimum vital — ce qui évite à certains patrons de jouer à la baisse des salaires lorsque le travail manque. Parfaitement injuste lorsque cette demande joue en tenant compte des coefficients hiérarchiques (le manœuvre ayant les mêmes appétits physiques que le bactériologiste car au-dessus du minimum vital c'est aux syndiqués eux-mêmes — quelle que soit leur situation dans l'échelle de la productivité — de faire valoir leur profession).

Le Bureau confédéral de la C.G.T. ne manque d'ailleurs pas d'aplomb lorsqu'il déclare que « la C.G.T. a toujours réclamé la liberté des salaires ». Les militants ouvriers sincères et indépendants ne sont pas près d'oublier les temps où le « métallurgiste » Croizat officiait au ministère du Travail. Il ne faisait pas alors revendiquer PLUS que le salaire garanti par un minimum vital doux et obéissant à l'échelle des hiérarchies, fruit de la cogitation gaulliste-communiste. Et nous connaissons plusieurs camarades qui se furent lapider, à l'époque, par les « suisses » du pape Croizat sous le prétexte qu'ils prônaient des menaces de grève au lieu de chanter le stakanovisme sans conditions, avec le cœur des anges.

La C.G.T.-F.O. réclame, elle aussi, la liberté des salaires mais oublie de dire

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Les bourrages de crânes de Kléber-Colombes

DÉCIDEMENT, tous les moyens sont bons pour faire croire aux ouvriers français que leur niveau de vie est normal et que tout est pour le mieux dans la meilleure des France « éternelle » !

Kléber-Colombes édite un magazine dans lequel un article intitulé « M. Dupont, confectionneur aux U.S.A. » nous prouve par A + B que tout bien pesé, tout bien considéré, l'Américain ne gagne pas davantage que le français.

Et les chiffres et les indices de s'aligner...

Nous ne doutons pas un seul instant que ces chiffres soient falsifiés ou apocryphe !

Mais nous sommes hélas ! payés pour savoir ce que valent les évaluations officielles lorsqu'il s'agit de prix et de salaires. Nous savons aussi ce qu'elles valent lorsqu'il s'agit de l'impôt céduaire et des budgets de guerre !...

AMERIQUE

Articles	Prix (dollars)	Heures-minutes	Articles	Prix	Heures-minutes
Viande (1 kg.)	1,27	0 51	Viande (1 kg.)	550	10 »
Beurre (1 kg.)	1,74	1 10	Saindoux (1 kg.)	500	9 »
Sucre (1 kg.)	0,22	0 09	Sucre (1 kg.)	75	1 11
Œufs, la douz.	0,70	0 31	Œufs la douz.	240	4 4
Pardessus	39,79	26 47	Pardessus	12.000	222 13
Chapeau	8,83	5 57	Chapeau	600	11 6
Compl. laine 3 p.	45 »	30 18	Compl. laine 2 p.	12.000	222 13
Chemise trav. cot.	1,54	1 2	Chemise trav. cot.	800	14 52
Chaussures	6,71	4 51	Chaussures	1.500	27 48
Appareil T.S.F. av. gramophone	111,68	75 13	Appareil T.S.F.	15.000	278 »
Aspirateur	67,03	45 8	Aspirateur	12.000	222 13
Automobile Che-vrole 4 portes.	1376 »	926 36	Automobile Pan-hard 5 cv.	200.000	3703 42

Nous pourrions continuer à aligner ces comparaisons à tous les articles et services existants. Ce serait fastidieux. Nous pensons que cette démonstration est suffisante.

Nous ne prétendons pas que les U.S.A. sont le paradis de la classe ouvrière. Nous savons qu'il y a dans ce pays beaucoup de misère, que l'on y compte actuellement trois millions de chômeurs et que sa prospérité ne se maintient que grâce aux exportations gratuites et surtout à l'industrie de guerre !

Comme dans tous le pays, le capitalisme PRIVE ou d'ETAT n'engendre qu'inégalités, incohérences et contradictions.

Mais nous avons tenu à dénoncer une hypocrisie, un mensonge flagrant.

L'ouvrier français est actuellement un des mieux exploités, un des plus mal payés.

Nous tenons à la disposition de Kléber-Colombes les sources de nos informations.

La crise permanente

(Suite de la 1^{re} page)

Que va-t-il maintenant se passer ?

La Chambre, selon l'expression sacrée, devient « ingouvernable ». Ce qui signifie en clair que les contradictions financières et économiques sont devenues telles que plus rien ne sauve les résoudre.

Schuman est tombé vraisemblablement à cause d'un projet d'aggravation temporaire de la fiscalité.

Pourtant — du point de vue capitaliste — c'est un des moyens de s'en sortir... provisoirement. L'augmentation des impôts peut assurer un équilibre relatif du budget. Mais cette mesure, en outre qu'elle provoquerait une levée de bouillies de la grande commercialisation des salaires, aurait pour résultat une hausse immédiate du coût de la vie, et tout serait à recommencer dans un climat encore moins favorable.

D'autre part, refuse toute augmentation de salaires et d'impôts, serait accepter et les troubles sociaux qui ne manqueraient pas d'être exploités par les aspirants au pouvoir, communistes et gaullistes, et consumer irrémédiablement la ruine du franc.

D'un côté comme de l'autre, il n'y a plus qu'impassé. L'écrasement financier que nous avons commenté la semaine passée dans ces colonnes ne peut plus qu'être ralenti, freiné. L'économie capitaliste est un moribond à qui l'on prolonge la vie à coup de piqûres.

Et le vent de révolte se lève... Mais on organise cette révolte, contre tel ou tel gouvernement, on la détourne de son véritable objectif, on l'émasse avec soin afin de pouvoir la dominer.

Aucun journal, aucun parti, aucun syndicat n'examine la situation sous son jour véritable. Personne ne veut avouer que le monde stupide dans lequel nous vivons est condamné, personne ne va au fond des choses. Mais tous, en charlatans consommés, offrent leurs services, établissent des programmes en tant et tant de points, se gardant pourtant avec soin d'expliquer comment ils réalisent leurs promesses.

Il ne reste maintenant que deux forces en présence : le monde du travail, infiniment puissant par le nombre, et aussi et surtout parce qu'il dépend virtuellement tous les moyens de production et de distribution; en face de lui, une structure sociale vermoulue, pourrie jusqu'à la moelle, qui ne s'im-

pose plus que par la force de l'habitude et des traditions décomposées.

Au lieu de tout accepter, et les discours et les hymnes à la production, et le travail aux pièces et les journées de 10 et 12 heures, le monde ouvrier pourrait facilement jeter bas le décor trompeur et fané qui lui cache les puissances réelles de demain.

C. C.

C. N. T.

Confédération Nationale du Travail

39, rue de la Tour-d'Argent, PARIS 9^e

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

2^e UNION REGIONALE

Le Congrès de la 2^e U.R. se tiendra les 28 et 29 septembre 1949. Salle des Sociétés Savantes, 28 rue Santeuil, Paris 1^e, samedi, réunion Salle F. Les camarades des auditeurs, déclarant assister au Congrès, seront porteurs de leur carte confédérale à jour.

Le Secrétariat de la 2^e U.R.

Les membres de la C. A. de la 2^e Union Régionale sont avisés que la prochaine réunion aura lieu le vendredi 10 septembre, de 10 h. 30, au siège.

Syndicats des Mâtaux. — Assemblée générale le mercredi 11 septembre, à 14 heures, Salle des Fêtes, 47 rue de la Victoire, 75009 (Métro : Chausse d'Antin, N.D. de Lorette, Le Pelletier, Trinité). L'ordre du jour important nécessite la présence de tous. La séance commencera à 14 h. 15, quel que soit le nombre des présents. La carte syndicale sera exigée à l'entrée.

Syndicat du Bâtiment. — Assemblée générale dimanche 19 septembre, à 9 heures, Salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux (Métro : Colonel Abribat).

4^e UNION REGIONALE

Réunion de l'Union locale de la C.N.T. dimanche 12 septembre, à 9 h., au 9, rue de l'Ange.

Ordre du jour :

1^o Compte rendu du C.C.N. du 28-29 aout.

2^o Discussion rapports du Congrès national.

3^o Questions diverses.

Présence indispensable.

Un grand rassemblement des producteurs chimiques était en voie de formation à Clermont-Ferrand, les camarades des produits chimiques doivent s'efforcer d'être présents à la réunion du 12 septembre.

A la S.N.C.F.

COMMENT ON BRISE UNE GREVE

Depuis quinze jours, la gare d'Austerlitz était sous tension. On parlait journalement du grève. Un accord s'était rapidement créé entre adhérents des divers syndicats, à la base. Enfin, lundi 6 septembre, après de multiples démarques et des parolades répétées, la grève était décidée pour 14 heures. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, les adhérents C.G.T., C.G.T.-F.O. et autres acceptaient de débrayer SANS l'ordre de leurs organisations. Moyennant quoi, il ne devait être question ni de C.N.T., ni de C.F.T.C., ni de C.G.T.

Naturellement, lancé par la majorité des cheminots d'Austerlitz, c'était le signataire de ces lignes qui devait prendre la responsabilité du mouvement. Ce qui, on s'en doute, ne plaît pas à tout le monde.

Mais le patronat veillait, tenu en haleine par des bruits persistants.

Quittant la gare à midi, le 6, je laisse les camarades de travail, dans la certitude que le débrayage aurait lieu à 14 heures. TOUT était prévu.

Tout... sauf les trahisons de dernière heure.

A 13 h. 30, c'est-à-dire une heure et demie plus tard, de retour à la gare, l'atmosphère était totalement changée. La grève était née dans l'œil, brisée par un certain Broquin, chef à l'échelle 44. A trahi la grève et les efforts de reconstruire de l'unité. Il a exactement choisi son heure